

CR Intersyndicale nationale enseignement professionnel. 19 juin 2012.

O.S présentes : SNUEP Fsu, SNEP Fsu, SNETAP Fsu, Sncl FAEN, SNALC, SUD Education , CGT Educ'action.

La configuration de cette intersyndicale réunie à l'initiative de la FSU est celle des organisations opposées au Bac Pro 3 ans (à l'exception du SNALC qui avait signé le protocole de discussion).

La question centrale étant aujourd'hui de voir, dans le contexte nouveau d'après les élections, quelle attitude et quelle demande, nous avons par rapport aux CCF qui en cette fin d'année scolaire représentent l'ensemble des écueils de la réforme de la voie professionnelle. Il est important dans cette période, à l'heure des choix de la nouvelle équipe en place, de peser pour infléchir la politique qui sera décidée. Les CCF sont une entrée possible.

Deux propositions : Une demande d'audience sur la question des modalités d'évaluation des diplômes de la voie professionnelle et les problèmes liés à la généralisation des CCF.

Possibilité de mettre en place une pétition intersyndicale nationale dénonçant les difficultés des CCF et demandant l'ouverture de négociations sur ce point. Si la pétition ne pouvait se faire en intersyndicale, la CGT Educ'action la lancerait en son nom.

La demande d'une audience en intersyndicale (voir pièce ci-jointe) a été acceptée par l'ensemble des organisations présentes, le courrier finalisé et un communiqué sera envoyé à la presse sitôt la demande déposée au ministère. → SNUEP déposera la demande/ SNALC fera le communiqué de presse.

Pour la pétition : Une première réticence a été l'utilité d'une pétition maintenant en fin d'année. Cependant devant la détermination de la CGT , de Sud et du SNUEP Fsu, les autres organisations se sont ralliées. La pétition devra cependant être assez ouverte pour permettre un consensus sur des positions qui ne sont pas identiques à 100% d'autant que nous même à l'intérieur de notre organisation avons encore à débattre pour affiner notre position.

La question des CCF est l'arbre qui cache la forêt, car au-delà c'est toute une remise en cause du système d'évaluation, de la valeur du diplôme, de son caractère national et de sa reconnaissance, voire même du type d'enseignement qui s'y rattache et bien sûr au-delà encore une remise en cause de la réforme de la voie professionnelle qui sont en cause.

S'en est suivi un tour de table sur la réforme du Bac pro et celle de la voie professionnelle avec le constat partagé qu'il faut demander et obtenir que celle-ci soit rediscutée dans son ensemble y compris sur la durée des cursus en 3 ou 4 ans.

Un dernier argument est celui de la menace d'extension des CCF aux autres voies.

Cette pétition est une première expression du ras-le-bol des collègues qui vivent les CCF très difficilement. Elle facilitera la remise en discussion d'un certain nombre d'éléments que nous condamnons tous. → CGT Educ proposera un texte de pétition pour jeudi soir au plus tard.

A la demande du SNUEP Fsu, nous avons également discuté d'un courrier intersyndical destiné au Premier Ministre faisant état de notre position sur l'apprentissage et sur l'acte III de la décentralisation. Ce courrier doit faire état de nos positions quant à ces questions dans la mesure où nous ne participons pas en tant que tels aux différentes consultations qui vont avoir lieu dans le cadre des conférences sociales de début juillet.

Proposition est faite de soumettre ce courrier aux autres organisations syndicales qui avaient signé la tribune EP également de le finaliser pour la fin de la semaine prochaine.